

Groupe Orange

Edito

Le 15 septembre contre les régressions sociales pour l'emploi, tous dans la rue !

Notre pays est champion d'Europe du versement des dividendes.

- 1028 milliards d'euros, soit la moitié de la richesse produite en France, devrait en 2016 partir dans la poche des actionnaires!

Dans le même temps, les discours sur les nécessaires politiques d'austérité (pas pour tout le monde) et leurs cortèges de conséquences régressives pour les salariés se poursuivent : baisse des salaires, remise en cause du code du travail, de la durée de travail, les licenciements, les suppressions massives d'emplois.

En fait les aides d'état (+de 40 milliards) et autres exonérations, servent entre autres à augmenter les profits qui, pour une grande part partent en dividendes et ne sont quasiment pas réinvestis dans l'économie réelle.

Ça suffit ! Cet argent doit servir au progrès social, à développer l'activité, aux salaires, à l'emploi et non à la spéculation!

Retrait de la loi El Khomri, oui à un code du travail du 21^{ème} siècle;

C'est ce que nous dirons dans l'unité le 15 septembre.

Actualité:

L'emploi dans le secteur des télécoms malmené par l'appât du gain. La mobilisation unitaire s'organise.

Orange profite du départ massif à la retraite de ses salariés pour supprimer 10 000 emplois de 2016 à 2018.

La rupture de contrats avec les prestataires laisse aussi sur le carreau des centaines de salariés (boutiques et centres d'appels).

SFR profite du mois d'Août pour arracher en un temps record un accord signé par la CFDT et l'UNSA prévoyant 5000 licenciements dits « volontaires » soit un tiers des effectifs. Les syndicats non signataires dont la CGT et CFE CGC appelaient à la grève le 6 septembre dans le groupe.

Bouygues Télécom a lui aussi supprimé 1 900 emplois depuis 2012, avec un Plan de «Départs volontaires et les pressions continuent pour faire partir les gens. Il vient de négocier avec ses syndicats représentatifs (FO,CFTC, CFDT) un accord prévoyant la fin des RTT d'office pour les nouveaux recrutés, sur « volontariat » pour les actuels salariés qui pourrait passer de 39h avec 23 RTT à 37h avec 12 RTT ou 35h avec 0 RTT moyennant une dérisoire augmentation de salaire de 2%!

Free n'est pas en reste sur les pressions au départ.

Au total le secteur des télécoms compte moins de salariés qu'avant la privatisation de l'ancien monopole.

Et pourtant le marché des télécoms pèse 40 milliards d'euros ; il est en croissance d'activité, avec des marges brutes à plus de 30 %. Quel autre secteur peut se vanter de tels résultats ?

Orange améliore ses résultats depuis deux ans, triple son bénéfice net. SFR-Numéricable a versé 2,5 milliards d'euros de dividendes en 2015 et Free améliore sa performance et annonce un taux de marge de près de 35 %.

En matière d'activité, les télécoms sont également très dynamiques. 80 millions de cartes Sim sont en circulation (+ 15 % en quatre ans) et le trafic Data a été multiplié par dix sur la période. Mais alors pourquoi cette saignée? (voir p2)

Nos chers actionnaires.

Chez **Orange** les 500 millions d'acompte de dividendes sur 2016 versées en décembre prochain représentent l'équivalent du salaire annuel de 10000 emplois.

En 2015, 1,5 milliards ont été versés soit l'équivalent de 30000 emplois. Comme des enfants gâtés, le monde de la finance a des revendications à la hausse pour 2017 et 2018, ils demandent de passer le dividende de 0,60 à 0,65 voire 0,70 c d'€ l'action; là où il y a de la gêne il n'y a pas de plaisir!!!

Rappel : chez Orange l'actionariat c'est l'Etat, les salariés et pour plus de 70% du capital flottant parmi lesquels les institutionnels (banques, fonds de pension, assurance...)



L'emploi dans le secteur des télécoms (suite)

C'est justement cette rentabilité qui attire les financiers. Forte valorisation boursière, haut niveau de rendement... les financiers en demandent toujours plus (au passage les propriétaires des trois opérateurs alternatifs se sont personnellement enrichis se plaçant au top 10 des plus grosses fortunes françaises.

Parallèlement les plus grosses dépenses se font dans des achats externes.

SFR/ Numéricable a investi en quelques mois 42 milliards dans des câbles américains faisant exploser sa dette.

Orange plus prudent vient tout de même d'investir près de 10 milliards en Europe et en Afrique (après plusieurs cessions de filiales).

Free a investi en Italie....

Cette dette joue contre l'emploi et l'investissement dans le très haut débit en France et aggrave les fractures numériques laissant 86% du territoire à la charge des collectivités locales (FTTH). **Il faut:**

- **Interdire les licenciements boursiers et les jeux de Monopoly au bénéfice de l'emploi, des salaires et de l'investissement.**
- **Passer au 32h sans perte de salaires avec le développement du numérique....**

Après le 6 septembre à SFR, le 15 septembre sera une nouvelle étape qu'il nous faudra poursuivre par une action unitaire dans tous le secteur des télécoms pour une autre répartition des richesses et le développement de l'emploi.



1^{er} semestre 2016, de bons résultats boudés par la bourse.

Ils se situent pourtant sur la lancée du résultat annuel 2015, de celui du premier trimestre et sont marqués par;

- La hausse du nombre de clients, de bonnes performances commerciales tirées par le très haut débit (4G et FTTH) dans plusieurs pays dont la France et l'Espagne.
- L'explosion des bénéfices. le versement de British Telecom à Orange de 2,2Mds en cash suite à la vente de EE fait bondir le résultat net à 3,323 Mds soit autant que pour les 12 mois 2015 !
- La hausse du chiffre d'affaires groupe liée aux dernières acquisitions notamment Jazztel. La France accuse cependant une baisse de 1,2% du chiffre d'affaires liée à la baisse du RTC, des revenus du contrat d'itinérance (déploiement du réseau Free), des prix de l'itinérance en Europe et de la progression des offres Sim Only (58% des forfaits). Les parts de conquête dans la 4G (9,4 millions) et la fibre (1,2 million de clients) ne permettent pas encore de compenser ces baisses. C'est pourquoi il faut poursuivre et amplifier les investissements dans la fibre qui est une attente forte de la population. Les trois autres opérateurs font pression pour modifier la réglementation actuelle en leur faveur (retour à une régulation asymétrique) au détriment d'Orange
- La CGT soutient l'investissement productif en France et refuse que le seul opérateur qui investit dans la fibre soit pénalisé.
- Ces bons résultats financiers et commerciaux rendent d'autant plus inacceptables les nouvelles suppressions d'emplois du semestre (plus de 5000)
- L'enquête stress au travail site les nombreux points de tensions qui existent dans les services; les départs non remplacés, la complexification des tâches... Il faut sans attendre embaucher plus que prévu. 8000 recrutements (2016/2018) serait de l'avis même de la direction dans les hypothèses hautes. Pour la CGT sur la même période il en faudrait 15000 (un départ une embauche).

CETA Europe/Canada; Un accord de libre-échange à été conclu en catimini en 2013 entre l'Union européenne et le Canada. Alors que celui avec les USA (TIPP) est majoritairement rejeté, celui avec le Canada refait surface. (La très grande majorité des entreprises Canadiennes étant des filiales Américaines, certains le considère comme un cheval de Troie.) Grâce aux mobilisations de la société civile et des syndicats, il doit être ratifié par les parlements nationaux. Compte tenu des dangers pour notre industrie, nos droits et nos emplois, il doit sortir de l'anonymat et un débat public devrait être organisé avant toute décision. Il prévoit l'instauration de droits exceptionnels au bénéfice des entreprises étrangères. (La concurrence libre et non faussée on connaît déjà les dégâts du dumping social en Europe aussi!). Les dommages sur les normes sociales, environnementales et climatiques, les droits des travailleurs et des consommateurs, la santé, les services publics, les Télécoms, la diversité culturelle ou encore les filières agricoles seront irréversibles. Les citoyens et des centaines de collectivités territoriales à travers l'Europe doivent se mobiliser contre son application. (à suivre de près.)